

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

STEPHANOISE D'ABATTAGE

Pôle de la viande
257, allée de la Halle
42350 LA TALAUDIERE

Code AIOT : 0054200985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement STEPHANOISE D'ABATTAGE implanté Pôle de la viande 257, allée de la Halle 42350 LA TALAUDIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEPHANOISE D'ABATTAGE
- Pôle de la viande 257, allée de la Halle 42350 LA TALAUDIERE
- Code AIOT : 0054200985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'abattage de gros bovins

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prescriptions générales applicables aux abattoirs soumis à autorisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra prévoir le curage du bassin de rétention des eaux pluviales pour le lavage des camions en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions générales applicables aux abattoirs soumis à autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004
Thème(s) : Situation administrative, Prescriptions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions générales
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant parle en introduction du délestage électrique : le groupe TRADIVAL a mis en place une procédure écrite pour toutes les problématiques liées aux approvisionnements.</p> <p>Il indique que si la STEP s'arrête à cause d'une coupure électrique, il n'y a aura pas de problème de débordement ou d'eau qui arrive à la station, car aucune vanne n'est asservie à l'électricité.</p> <p>Concernant l'activité du site, celle-ci a diminué depuis 2021 (gros bovins : de 25000 T en 2021 à 20834 T en 2022; veaux : 11054 T en 2021 à 10200 T en 2022).</p> <p>Concernant la consommation d'eau, celle-ci a également diminué depuis 2021 (de 181 000 m3 en 2021 à 122 000 m3 en 2022).</p> <p>Les travaux sur la nouvelle triperie ont pris fin en 2021. Cette nouvelle installation a eu un impact positif sur la température des rejets en sortie de station.</p> <p>Le maintien de l'activité en contexte de sécheresse a été évoqué : l'exploitant sera obligé d'arrêter totalement son activité en cas de situation de crise, à cause des obligations sanitaires.</p> <p>Le ratio L eau / kg carcasse est de 5.64 en 2022, contre 5.73 en 2021.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de curer le bassin de rétention des eaux pluviales servant au lavage des bétailières courant 2023. Un filtre pourra être mis en place l'installation de lavage pour améliorer la couleur de l'eau et enlever les impuretés.</p> <p>L'exploitant indique avoir une piste pour réduire la fréquence de nettoyages et utilisation de gaz, d'électricité et d'eau : un essai d'utilisation d'eau ozonée pour le nettoyage des locaux de production sera mis en place en 2023. D'autres améliorations sont en cours de réflexion : stérilisateurs par aspersion à 80°C, pistolets de lavage à mitigeurs, recherche accrue de fuites avec mise en place de sous-compteurs.</p> <p>La station de prétraitement est en rythme de croisière : l'exploitant a désigné une personne responsable de celle-ci, qui la pilote au quotidien. Fin janvier 2023, il est prévu que la SAUR remplace SUEZ pour l'accompagnement au pilotage de la station du site.</p> <p>Concernant les rejets de NaCl, la convention de rejets autorise un seuil plus élevé que celui de l'arrêté préfectoral. L'exploitant respecte la valeur de la convention et a mis en place un dispositif de récupération du sel dans l'atelier de salage des peaux.</p> <p>L'exploitant indique également que la consommation du site en gaz a diminué de 20% cette année, dû à une amélioration du fonctionnement de la chaudière principale du site.</p> <p>L'arrêté préfectoral du site sera revu fin 2023 avec la sortie du BREF Abattoirs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet